

**LE CAPITALISME
N'A PAS D'AVENIR !
NOUS SI ★**

**Congrès du MJCF
15-16-17-18 avril 2010
Gennevilliers**



**DANS QUEL MONDE
VIVONS- NOUS ?**

TOUJOURS PLUS DE RAISONS DE SE REVOLTER! Toujours plus besoin de révolutions!

Ce qui caractérise le mieux la période actuelle c'est l'intensification du clivage entre les classes. D'une part, une infime minorité de capitalistes, détenteurs des principaux moyens de productions et d'échanges, s'accaparant les richesses, les pouvoirs et les connaissances, d'autres part, la grande masse des travailleurs qui subissent l'exploitation. Mais il existe surtout au sein des ces masses, une classe qui porte en elle l'aspiration radicale à la révolution : le prolétariat, composé des ouvriers et des employés qui n'ont pour vivre que leur force de travail à dominance manuelle. Cette classe se développe dans la phase actuelle du système capitaliste, l'impérialisme. D'un coté, dans beaucoup de pays, la production capitaliste s'étend : Chine, Inde, Amérique Latine, ... De l'autre, dans notre pays, les taches de transport, de logistique et de distribution occupent une place croissante. Ce prolétariat est largement composé de jeunes : parmi les actifs occupés de moins de 29 ans, 63% sont des ouvriers ou employés! C'est sur l'existence de cet antagonisme entre prolétariat et bourgeoisie que doit s'axer l'analyse de la société dans laquelle nous vivons et l'action du MJCF.

« Bienvenue » dans un monde en crise!

Cette crise, c'est celle du règne de l'argent, c'est celle du capitalisme qui ne vit que pour le profit, qui exploite les êtres humains, qui pille et gaspille les ressources de notre planète au profit d'une petite minorité et au détriment de l'immense majorité, sans se soucier des générations à venir, ni même du devenir de l'espèce humaine. Cette crise est en fait multiple : économique, environnementale, sociale ; elle touche la démocratie, les libertés, les rapports internationaux... Notre monde est marqué par de multiples processus de dominations qui s'entretiennent mutuellement. Quel monde ce système nous impose-t-il ?

Un monde en crise

Cette crise est bien une crise du système! Le capitalisme en produit régulièrement et s'en nourrit, plus encore sous sa forme financiarisée.

La crise actuelle est la conséquence logique du fonctionnement des systèmes financier et bancaire capitalistes. La seule règle respectée est celle de la finance et de l'argent qui s'immisce dans tous les rapports humains, instaurant la concurrence entre tous et toutes. En effet, l'explosion du crédit et la création d'argent par les banques privées sans contrôle démocratique, ainsi que le marché d'échange de biens financiers et la spéculation, représentent le coeur du capitalisme moderne. La crise actuelle, l'explosion des bulles spéculatives, est donc un véritable arrêt cardiaque pour le système. Afin de préserver leurs intérêts, la droite, la social-démocratie et le grand patronat tentent de remettre le système à flots. Il est pour cela nécessaire d'enclencher des politiques d'austérité. Partout, on assiste au démantèlement des droits sociaux et des cadres de protections collectifs et publics, l'UE appuie cette logique comme on le voit en Grèce.

Ainsi, ils attaquent toujours plus les salaires, la protection sociale, les retraites, les privés d'emploi, les jeunes et les sans-papiers.

Les capitalistes qui détiennent les moyens de production le capital et ceux qui

défendent leurs intérêts, réaniment, sur les finances publiques, le système bancaire en accordant des aides substantielles aux banques en difficultés (360 milliards d'euros d'aides aux banques en France) et en relançant du même coup le crédit et la spéculation. Le développement intensif de l'endettement des ménages en est l'aspect le plus représentatif. Le crédit aux ménages est devenu en quelque sorte la béquille permanente de la consommation.

Ces politiques de sauvegarde du profit sont un désastre pour les États qui voient leurs dettes exploser, avec notamment la nationalisation des dettes privées d'entreprises et les exonérations fiscales dont bénéficie le grand patronat.

Enfin, sous prétexte qu'ils sont un poids pour les finances de l'Etat et à cause de l'affaiblissement du mouvement social et du contrôle démocratique, les capitalistes libéralisent des biens et services publics, qui deviennent alors des sources de profits exploitables. Clairement, les politiques libérales ayant amené la crise sont présentées comme des solutions et donc amplifiées sans précédent. Cependant, ce contexte met en lumière les failles et les contradictions du système laissant percevoir les choix politiques qui permettent sa perpétuation et les injustices qu'il produit.

Le capitalisme: un système injuste socialement, inefficace économiquement et dangereux pour l'environnement.

Le marché global exerce son activité au-delà du domaine économique en appliquant une logique marchande aux biens communs de l'humanité comme les ressources fondamentales à la vie, la santé, le logement, l'éducation, la connaissance et la culture. Ce marché va jusqu'à renforcer le contrôle et le droit d'exploitation des idées. Les pouvoirs politiques et économiques sont de connivence pour imposer la logique du tout marchand et du libre-échange.

Pour que ces marchés gagnent en efficacité, les lieux de décisions s'éloignent des citoyens. L'une des conséquences de cette marchandisation de tous les pans de nos vies c'est le recul de la citoyenneté constituée par les quelques droits formels arrachés par la lutte et qui ne permettent pas aujourd'hui l'exercice du pouvoir par le peuple! De plus, la démocratie locale est ainsi attaquée par le biais de la réforme des collectivités territoriales. Les grandes orientations sont décidées à des échelles supranationales. Les gouvernements prennent des décisions au niveau européen pour mieux les imposer dans leurs pays respectifs.

Ces dernières années ont été marquées par la montée d'un intérêt grandissant pour l'environnement, que ce soit au niveau de la population, des médias ou des politiques. Si les problèmes sont réels, il est nécessaire d'analyser ce phénomène de « mode » car derrière le battage médiatique se cachent les intérêts des capitalistes. C'est ainsi qu'on voit émerger un « marché vert » couvrant tous les secteurs tels que l'alimentation, le logement, l'automobile ou encore l'énergie. Les solutions mises en oeuvre par les capitalistes alimentent les marchés tels que l'industrie agro-alimentaire ou l'immobilier sans impacts sur l'environnement. Pis encore, cela creuse les inégalités sociales et stigmatise les classes populaires, celles-ci étant incapables de consommer « vert » car les prix sont trop élevés.

Par ailleurs, depuis le 11 septembre 2001, la lutte contre le terrorisme a été un prétexte pour étendre les politiques du tout-sécuritaire. La crise a de plus renforcé un climat de peur et d'instabilité favorable au développement d'une politique de répression et de contrôle. Le mouvement social, l'immigration et les jeunes sont

particulièrement touchés par des mesures répressives et stigmatisantes dont l'une des conséquences peut être un désintérêt vis-à-vis de la politique. Ce désintérêt dont nous portons une part de responsabilité, peut pousser à un spontanéisme souvent inefficace. Selon les prévisions, les flux migratoires augmenteront, qu'ils soient liés à la guerre, au climat, à l'instabilité politique ou à des motifs économiques. Les capitalistes ont besoin, à la fois de réprimer les travailleurs immigrés et leurs familles, sans pour autant empêcher totalement les flux migratoires afin d'accroître la concurrence entre les travailleurs. La seule réponse de l'UE est donc la mise en place d'un dispositif répressif et de contrôle généralisé : des centres de rétention, une police spéciale de l'immigration au large de l'Afrique, etc. Cette crise des libertés touche aussi les médias. Ce secteur qui a fait sienne les logiques de rentabilité, favorise l'info-spectacle au détriment de la presse d'opinion, qui est soit victime de pressions financières soit directement aux mains des capitalistes.

Partout dans le monde, la situation sociale ne permet une vie décente et sûre qu'à une infime partie de la population. Les jeunes, dans leur diversité, constituent aujourd'hui un des laboratoires du capitalisme, qui les utilisent pour tirer l'ensemble de la société vers le bas. En France, 25% des moins de 25 ans sont privés d'emploi, 41% dans les quartiers populaires, 28 ans est l'âge moyen de départ du foyer familial, un jeune met en moyenne 8 ans à trouver un CDI. Ce sas de précarité se généralise à l'ensemble des jeunes. De plus, la révolution informationnelle, les évolutions technologiques ont contraint les capitalistes à évoluer en adaptant la main d'oeuvre en fonction des besoins du capital. Pour répondre aux nouveaux enjeux, ils ont en effet besoin d'un plus grand nombre de travailleurs mieux formés sans pour autant augmenter le niveau des salaires et en réduisant toujours plus les possibilités d'émancipation. L'éducation de demain fera des travailleurs désarmés intellectuellement et socialement, dociles car sans perspective de changement et rodés à la société du tout-libéral. Afin d'accroître la concurrence entre les travailleurs, ils individualisent les parcours, organisent la déqualification à l'embauche, cassent les diplômes et mettent à disposition des connaissances spécifiques, sans cohérence entre elles mais rentables immédiatement. Les réformes de l'enseignement et de la formation, notamment depuis le LMD, sont symptomatiques.

Un monde divisé

Depuis la fin de la guerre froide le monde est sous l'hégémonie des États-Unis. L'émergence de nouvelles puissances, conjuguée à une désastreuse politique extérieure sous Georges W Bush, ont fortement favorisé l'émergence d'un monde multipolaire. Les illusions suscitées par l'élection de Barack Obama aux États-Unis est mis à mal: les promesses non tenues, l'envoi de troupes supplémentaires en Afghanistan, le soutien implicite aux putschistes du Honduras tout comme les difficultés à instaurer une réforme plus égalitaire du système de santé révèlent une continuité prévisible dans les orientations majeures de l'administration états-unienne. Les changements espérés semblent limités par de puissantes pressions politiques et économiques et par l'absence même de volonté de dépassement des logiques capitalistes.

L'impérialisme est un élément structurant du capitalisme mondialisé, il réponds à la nécessité constante du capital d'ouvrir de nouveaux marchés. L'impérialisme et la

mondialisation dans leur forme moderne sont engendrés par les révolutions industrielles et informationnelles. Ils s'articulent pour renforcer la domination du capitalisme. Depuis l'apparition de l'impérialisme, les formes de la triple domination (économique, territoriale et culturelle) ont largement évolué. La mondialisation capitaliste laisse une place prédominante aux multinationales.

L'impérialisme est la forme d'expression la plus violente de la volonté des marchés comme des intérêts des puissants. Certains aspects de l'humanitaire et de l'aide au développement ou encore la « paix » en sont les nouveaux vecteurs, au même titre que l'ingérence économique et politique, l'occupation ou la guerre. Le conflit israélo-palestinien est l'exemple flagrant d'un impérialisme aux multiples facettes. C'est notamment parce que les Israéliens sont soutenus par les Etats-Unis et l'UE qu'ils peuvent étendre leur domination. Elle s'exerce économiquement sur la vie des Palestiniens mais également sur leur identité, leur culture et leur terre. Généralement, la solidarité entre les États est de plus en plus conditionnée aux intérêts économiques. Elle capitule de plus en plus souvent, au point d'en laisser l'initiative à l'OTAN (Afghanistan) ou directement aux États (séisme en Haïti) plutôt qu'à l'ONU, censée agir comme un régulateur et garantir une certaine justice. Le droit international est supposé être la base de l'entente entre les États. Or, lors de la résolution de conflits ou de crises internationales majeures, il reste une contrainte pour les intérêts capitalistes, c'est pourquoi il est sans cesse contourné, voire ignoré. De leur côté, les institutions économiques internationales (OMC, FMI, Banque mondiale) sont, avec le relai des élites locales, un outil déterminant pour soumettre les peuples les plus pauvres. Elles conditionnent leurs aides à la mise en place de leurs politiques et maintiennent le fardeau de la dette.

L'Afrique se démarque par une situation humaine et sanitaire catastrophique. Le passé colonialiste des pays européens permet une ingérence intolérable et l'implantation d'entreprises qui font des bénéficiaires en affamant les populations. L'Afrique est soumise au bon vouloir du FMI qui lui accorde des prêts contre la mise en place de politiques qui avantagent les anciens pays colonisateurs. C'est ce que l'on appelle le néo-colonialisme. Tous ces phénomènes sont facilités par la non-couverture médiatique qui tend à faire accepter, dans les consciences, l'Afrique comme martyr de l'humanité.

La solidarité inter-étatique sur laquelle s'était basée le concept de « tiers-monde », au sortir de la seconde guerre mondiale a fortement été modifiée. Les grandes puissances émergentes issues du tiers-monde, telles la Chine, l'Inde, l'Afrique du sud... n'ont souvent à cœur que leurs propres intérêts parfois aux dépens d'autres pays en développement. Force est de constater que ces pays sont en passe de réussir à rivaliser avec le monopole étasunien en appliquant leur version d'un système de production à bas coûts salariaux. Nous sommes passés d'un monde bipolaire, avec des camps bien définis qui s'affrontaient, à un monde multipolaire qui tend à être masqué par un mythe qu'il nous faut combattre : le choc des civilisations.

Dans ce contexte mondial, l'UE essaye de s'affirmer sans succès. Elle cherche à gagner en influence et en puissance en pervertissant la démocratie, l'émancipation, l'éducation et l'égalité, elle développe des logiques libérales sans aucune considération humaine. Le passage en force de la constitution européenne l'a prouvé. L'Europe voit une chance de maintenir sa puissance en s'alignant de plus en

plus souvent avec les Etats-Unis. Plus que jamais, elle constitue une Europe au service du capital, que le concept d'Europe sociale tente de faire oublier. L'Union voit aujourd'hui une chance de maintenir un semblant de puissance en s'alignant sur la politique extérieure des États-Unis. Cet aspect est illustré avec l'alignement sur les positions de l'OTAN et le retour de la France dans son commandement intégré.

LA PENSEE DOMINANTE EVOLUE : idéologie et mentalités en évolution.

Les causes de l'offensive idéologique :

Après la chute des régimes soviétiques, les capitalistes, en théorisant la démocratie libérale comme la « fin de l'histoire », ont tenté de faire croire qu'aucune alternative n'était possible, que leur système était la seule option possible : la dictature du capital. Dénigrant, dévoyant et cassant les acquis ou les tentatives de progrès social partout dans le monde, ils n'ont eu de cesse de faire monter le fatalisme et l'individualisme dans les esprits... Pendant des années, toujours les mêmes rengaines : « il n'y a pas assez d'argent », « on est obligé de privatiser », « les marchés seront plus efficaces pour s'autoréguler et une main invisible sera là pour assurer la justice sociale ». Le monde des affaires, comme le système capitaliste, n'a aucune valeur : il est sauvage et inhumain. Avec la crise du capitalisme, beaucoup de gens se raccrochent à ce qu'ils peuvent. Profitant de la montée des religions en France et de la perte de vitesse de la laïcité, le système capitaliste s'en sert pour survivre. De ce fait, la moralisation du capitalisme tente de déplacer le débat à propos de sa défaite. Mais l'échec du G20 comme celui de Copenhague prouvent leur incapacité à moraliser quoi que ce soit. On joue alors de la fibre humanitaire avec un sac de riz. Dans le même temps, le libéralisme imposé à l'échelle mondiale produit de la pauvreté, de la misère, de l'exclusion, des crises socialement dramatiques. Les tenants du pouvoir déploient d'immenses efforts afin de nous convaincre de la légitimité du capitalisme avec de nouveaux discours et de vieilles idées. Concernant la publicité, elle est l'une des pierres angulaires de la société de consommation, nécessaire au capitalisme sous sa forme actuelle. Une véritable offensive est déployée pour faire entrer dans toutes les têtes des valeurs morales, méritocratiques, sécuritaires, concurrentielles... Elle prend plusieurs visages : stigmatisant les uns, séduisant les autres mais toujours avec pour première cible les plus précaires, notamment les jeunes. Habituer les nouvelles générations à ces valeurs permet de conditionner la société de demain.

Depuis son élection, Nicolas Sarkozy en est l'un des acteurs avec sa volonté de rompre.

Mais avec quoi a-t-il rompu ? Avec la France comme terre d'asile, terre des droits sociaux, avec les valeurs du Conseil national de la Résistance, avec notre devise républicaine « Liberté, Egalité, Fraternité »... En tout cas il n'a rompu ni avec le libéralisme ni avec le conservatisme, ce sont au contraire les mots d'ordre de sa politique et des valeurs qu'elle défend.

La Méritocratie, l'arbre qui cache la forêt des inégalités

Le principe de base de la méritocratie est « si tu veux tu peux et si t'es le meilleur des pauvres, on t'aidera un peu ». Le corollaire est nécessairement « si tu échoues

c'est uniquement de ta faute puisque la sélection est basée sur le mérite individuel ». On nie ainsi l'existence même des inégalités sociales, cache la fonction de reproduction sociale de l'école et évite toute remise en cause du système : chacun aurait le droit d'être sur la même ligne de départ, mais le jeu est truqué puisque tout le monde n'a pas le même capital culturel, financier, les mêmes conditions de vie, les mêmes moyens d'avancer dans la vie. Ainsi le critère visible de sélection n'est plus l'appartenance à telle ou telle classe sociale mais la capacité et la volonté de chacun à réussir, poussant à l'intériorisation de l'échec. Chacun est ainsi encouragé à aller concurrencer son voisin sur le marché car les places sont chères. C'est renforcé par la mise en avant des dons, ou des capacités, comme étant génétiques ou naturels. Ces principes se déclinent à une vitesse accrue dans tous les domaines ces dernières années. A l'école, les réformes ont mis en place les bourses au mérite, les établissements d'excellence, les filières à deux vitesses, le livret de compétence, les politiques de quotas, la discrimination positive... Au travail, les entreprises et le gouvernement conditionnent de plus en plus nos carrières et nos droits sociaux au mérite individuel et à la compétition avec l'autre.

Ces principes se traduisent également par une culpabilisation constante des individus : les aides sociales sont de plus en plus nombreuses à être subordonnées au comportement (suppression des allocations familiales en cas d'absentéisme des enfants) ; le rapport à l'engagement renvoie chaque citoyen à sa responsabilité individuelle comme pour l'écologie, la charité...

Le travail, source d'obéissance et de fatalisme

De plus en plus, le travail est vécu comme un malaise. Le travail aliénation, l'exploitation, les nouvelles pressions qui pèsent sur les salariés, sont des réalités de plus en plus habituelles aujourd'hui. Le travail est plus que jamais vecteur du schéma d'obéissance et d'acceptation. Les tâches sont individualisées, déconnectées de toute finalité, on perd toute conscience de son utilité. Les nombreux suicides illustrent la situation dramatique qui est vécue par de nombreuses salarié-es, suite aux nouvelles évolutions de management, des logiques du tout rentable et du tout marchand qui ont envahi le monde du travail.

Aujourd'hui, des études montrent que les jeunes ne voient plus le travail comme un espace qui pourrait être émancipateur, mais uniquement comme quelque chose d'alimentaire. C'est une véritable jungle, dans laquelle on casse et contourne le Code du travail. L'explosion de la précarité des contrats, des rémunérations, les plans de licenciements, le chômage de masse, introduisent ces nouveaux rapports à l'emploi, ce mal-être généralisé.

La morale à la rescousse des victimes du système ?

La moralisation aussi se traduit dans le rapport à l'engagement, à la politique, à la solidarité. Avec l'humanitaire, les valeurs morales servent d'aiguillon à la promotion de cette forme d'engagement, mais sans soulever les causes des situations catastrophiques sur lesquelles il est nécessaire d'intervenir : on tente de substituer à la solidarité les vieilles recettes de la charité. Pour calmer le jeu vis-à-vis des souffrances qu'ils provoquent, les gouvernements mettent en avant de grandes valeurs comme les droits de l'Homme qui, seuls, ne peuvent être garants de la justice sociale. Les droits de l'Homme, pour être mis en place concrètement, doivent être accompagnés de droits sociaux visant à la suppression de toutes les inégalités.

Bien sûr et avant tout, la droite, la social-démocratie et les patrons essaient de nous vendre la « moralisation » de leur système avec pour objectif de déplacer le débat d'une possible remise en cause vers un soi-disant aménagement pour en fin de compte ne surtout rien changer. Il en va ainsi des promesses du G20 et du retour de l'Etat sur le devant de la scène. Toujours la même finalité : permettre aux marchés de fonctionner, aux entreprises de faire toujours plus de profits, et à la collectivité d'assumer leurs pertes.

« Diviser pour mieux régner », un adage plus que jamais d'actualité

Néanmoins, la crise économique permet aux gouvernements d'invoquer l'union pour s'en sortir tous ensemble : « pour relancer l'économie tout le monde doit faire des efforts » (surtout les pauvres). Pourtant, ce rassemblement ne concerne visiblement pas tout le monde puisque de nombreuses populations sont stigmatisées et jugées porteuses de problèmes politiques et sociaux. Les discours fascisants refont leur apparition dans toute l'Europe avec une traduction politique dans les urnes. L'immigration, l'islam et la sécurité sont les principaux sujets.

Le fait d'enfermer des groupes dans des catégories figées qui sont décrites comme naturelles contribue à donner une vision d'un choc des cultures et à accentuer le repli communautaire. Un pas a été franchi avec le débat de 2007 sur l'identité nationale qui tend à définir ce qu'est un « bon » Français. A côté de cela, on assiste à une opération de réécriture de l'histoire : des racines chrétiennes de l'Europe à la volonté de mettre l'URSS et l'Allemagne nazie sur le même plan, sans oublier la loi de 2005 en France sur le rôle positif de la colonisation. Cela s'accompagne d'une vaste offensive anti-communiste qui passe par voie médiatique, par l'utilisation dans les manuels du mot « totalitarisme » comme par la répression de mouvement communistes (KSM en République Tchèque) et la réhabilitation de groupes nazis ayant combattu l'armée rouge.

Dans le même temps, loin d'être en contradiction avec cette montée de l'extrême-droite, le communautarisme est valorisé. Cela se fait par le biais de la politique de la diversité, ou de promotion des minorités dites visibles. L'élection d'Obama a renforcé ce phénomène.

Elle a été montée en épingle, par les médias et par les partis politiques, comme la prise en compte (enfin) des minorités et a trouvé un certain écho auprès des jeunes. Pourtant cette orientation est un véritable cache-sexe des questions sociales qui en plus de perpétuer les stéréotypes racistes s'attache à une vision méritocratique de l'ordre social. On veut créer une « élite des banlieues », qui aurait choisi de sortir de sa condition à l'opposé des autres, dont la figure type est un jeune « issu de l'immigration », fondamentalement hostile aux valeurs républicaines. Ainsi, le débat sur l'identité nationale et la nomination de ministres issues des minorités s'inscrivent dans une stratégie de division du peuple. On joue des identités pour créer des tensions et faire avancer des discours conservateurs. Le gouvernement agite le spectre de l'islam qui remettrait en cause l'égalité hommes / femmes en se faisant le défenseur des femmes issues des minorités dites visibles. Dans le même temps, il ferme des centres IVG et détruit le planning familial et ses politiques de prévention. De même, on interdit le mariage et l'adoption aux couples homosexuels car cela « bousculerait les repères des enfants ». En réalité, la droite conforte la société patriarcale et enferme toujours plus les individus dans des rôles sexués. Elle à en effet tout intérêt à conforter le système patriarcal pour ainsi diviser encore plus

les travailleurs.

Enfin, la laïcité est remise en cause par le biais d'une conception dite positive où le religieux est remis en avant comme facteur de cohésion sociale. Dans les faits, on assiste à un rapprochement de l'Etat avec les institutions religieuses. Pour éluder sa stratégie de division, le gouvernement discrédite toute idée de collectif.

Pour s'en sortir, seule la voie individuelle mènerait au salut. Le collectif contribuerait à écraser les individus. On individualise les gestes de solidarité. Les actes du quotidien sont rendus responsables des grands maux de notre société. Etre solidaire, selon eux, c'est seulement changer les choses par des petits gestes. Le rapport au collectif est d'autant plus délégitimé qu'il est réprimé. Il exprimerait une issue inutile et irrationnelle, révélant le mépris des foules par la droite. Mais comment démontrer l'intérêt de la lutte collective lorsque les médias véhiculent les images de manifestations, grèves, occupation comme vecteur de violence et de désordre ?

Sécurité, écologie, ouverture ... ou comment reconfigurer le politique

La droite banalise la délation. La sécurité est affaire de responsabilité individuelle. Cela permet de criminaliser des gestes du quotidien : ces petites incivilités qui nous gâcheraient la vie et mèneraient à la grande délinquance. On criminalise la solidarité, les mobilisations qui nuiraient à la paix sociale et seraient facteur de division. On n'hésite pas à employer des moyens de plus en plus sophistiqués avec l'usage des nouvelles technologies pour lutter contre les « nouvelles formes de criminalité », quitte à outrepasser les droits fondamentaux, créant un état d'exception permanent. On fait monter de nouvelles menaces comme la cybercriminalité, l'ultra-gauche. Celui qui refuse de se soumettre à ces nouveaux dispositifs devient dangereux.

Ce thème de la sécurité illustre particulièrement le brouillage des repères politiques. La sécurité, l'écologie, comme d'autres sujets relèveraient du bon sens. Il faudrait simplement prendre des mesures pour pallier à des manques. Le gouvernement ne ferait ainsi que de la gestion. Cette dépolitisation de l'action publique est renforcée par la reconfiguration du champ politique. Le PS qui tend vers la droite sous couvert de rapprochement avec le centre, l'ouverture du gouvernement Fillon à des « personnalités de gauche », les verts qui composent des listes avec des personnalités issues de plusieurs courants politiques y compris de droite... tout cela vise à masquer les antagonismes de classe.

Les grands maux de notre société et l'urgence avec laquelle il faudrait les résoudre nécessiteraient de dépasser les clivages politiques traditionnels, qui constitueraient les repères d'un autre temps. Le bon score de François Bayrou lors du scrutin présidentiel de 2007, ou encore celui d'Europe Ecologie aux régionales de 2010, en sont les illustrations les plus parfaites. Le discrédit posé sur la politique explique le succès de tels candidats car il s'agit avant tout de rejet de tout ce qui est lié au politique. Celui-ci s'exprime avant tout par l'abstention et le passage en force du traité constitutionnel européen par la droite en 2007, après le refus de 2005, n'a fait que renforcer ce sentiment de dégoût et cette impression de ne pas être pris en compte.

LES RÉSISTANCES.

Depuis la crise économique, nous avons pu voir des luttes, des soulèvements, des émeutes qui se sont développés à travers le monde. Ces mouvements prennent souvent racine bien avant et leur pluralité ne doit pas faire oublier qu'ils ont en commun de remettre en cause un ordre politique et économique injuste.

Des résistances aux formes diverses

Les métamorphoses récentes de l'organisation du monde ont enfanté partout sur le globe des mouvements de résistance, que ce soient des explosions de rage, comme les émeutes de la faim, des luttes conscientes et structurées, comme les grèves organisées par le LKP, ou encore des rébellions ouvertes à l'instar de l'Iran. A Copenhague, un front de pays du Sud a réclamé des transferts technologiques et de l'argent pour convertir leur économie. A l'OMC des coalitions de ces pays s'opposent souvent aux pays du Nord. Plusieurs pays africains ont refusé les accords de partenariats et d'échanges avec l'Union Européenne. Le modèle capitaliste est rarement remis en cause mais de nouveaux rapports de force se créent.

Toutes ces formes de résistance montrent la richesse et la diversité du mouvement social, et permettent de faire le distinguo entre les luttes politiques, les luttes syndicales, les mouvements de révolte et les mouvements de résistance. La plupart de ces mouvements se sont construits contre les méfaits du capitalisme. Un exemple phare de cette lutte pour la survie ont été les « émeutes de la faim », conséquences des politiques du FMI et de la spéculation sur les produits agricoles. Des mouvements plus profonds, du moins en termes d'objectifs de transformation, ont également émergé. Sont dénoncés tant les choix économiques que les décideurs politiques qui valident ces orientations. Sinon, comment comprendre les revendications culturelles et politiques du LKP en plus des revendications socio-économiques immédiates pour mettre fin aux structures coloniales aux Antilles ? De même, en Iran et en Guinée, les soulèvements populaires réprimés dans le sang visent à dénoncer l'autoritarisme mais également l'accapuration de richesses issues des ressources naturelles par une oligarchie au détriment du plus grand nombre. Il existe aussi, en Amérique latine, un mouvement puissant reposant sur des luttes concrètes portées depuis des années par des milliers de personnes (sans-terres, indigènes, etc.). S'inspirant de l'expérience cubaine de nouveaux pays tentent d'avancer vers le socialisme. Ces dynamiques ont permis l'émergence d'une alternative portée par plusieurs gouvernements qui ont su les intégrer dans un projet politique de transformation sociale. C'est ce qu'Hugo Chavez a d'abord appelé le mouvement bolivarien, puis en 2005 socialisme du XXI^e siècle et qui porte d'autres noms en Bolivie, à Cuba, ou en Equateur. L'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA) est un bon exemple de résistance à l'échelle régionale, qui s'est bâtie contre le projet de Zone de libre échange des Amériques (ZLEA), chère aux Etats-Unis. Ce processus d'intégration se fonde sur la solidarité entre les peuples, sur le rejet de l'impérialisme états-unien, s'inspirant des principes de la révolution cubaine. La finalité des institutions n'est pas de participer à la concurrence mondiale mais de renforcer la coopération en se basant sur les forces de chacun pour répondre aux besoins sociaux. La France a également été le théâtre de mouvements au caractère divers. On peut citer le mouvement aux Antilles, les grandes journées de mobilisation réunissant plusieurs millions de personnes en passant par les innombrables actions locales dans les entreprises ainsi que la

mobilisation sans précédent des travailleurs sanspapiers.

Sortis de l'ombre et visant à casser l'image d'assistés venus en France profiter des aides sociales, la grève des travailleurs sans-papiers marque un tournant puisqu'elle replace ce combat dans une perspective de lutte des classes et pointe du doigt l'exploitation souvent masquée et la situation violente subie par tous les sans papiers. La politique d'immigration du gouvernement fait d'ailleurs face à de multiples résistances notamment par le biais des réseaux d'entraide et de solidarité dans l'éducation tels que RESF.

Au regard de l'évolution des luttes en France, deux constats sont à faire : d'abord, il existe un point de rupture après le mouvement CPE. Ce combat a été le dernier de cette ampleur. Il n'a pas empêché la droite de multiplier les offensives et il n'a pas convaincu les citoyens français qu'il était possible de faire céder le gouvernement lorsqu'il est acculé.

On constate, non pas une démobilisation mais un pessimisme ambiant qui donne l'impression que chaque lutte est perdue d'avance. La deuxième nouveauté est la réapparition de formes d'actions plus radicales de toute une frange du mouvement social : des séquestrations de patrons au contre-sommet de l'Otan à Strasbourg, elles n'ont pas pour autant la même motivation ni les mêmes finalités. ... Entre pessimisme et radicalité, la difficulté est aujourd'hui de trouver un point d'accroche entre chaque lutte catégorielle, qui nous permettrait d'organiser un front commun de résistance.

Néanmoins, il se dégage une certaine transversalité dans ces combats : même si on se bat d'abord pour « sauver sa peau », on défend aussi des acquis qui concernent tout le monde. Mis bout à bout, ces luttes ont bien souvent pour point commun la défense du service public, un emploi stable, l'accès à une formation de qualité et prennent rapidement une ampleur importante par le biais des nouveaux modes de communication. Il ne faut pas négliger ni l'apparition de luttes offensives pour l'obtention des droits (LKP, sans-papiers) ni le début d'une prise de conscience mondiale sur le fait que nous vivons dans un monde fini en termes de ressources, ce que le système actuel semble ignorer. Au niveau européen, se construisent par exemple des convergences par le biais des luttes entre travailleurs aboutissant à des actions communes comme les manifestations des dockers, des pêcheurs, des Conti... Ces convergences sont mis à mal par le manque de structuration au niveau européen, la confédération européenne des syndicats étant inscrite dans une stratégie de co-gestion.

Des jeunes en résistance

En tant que cibles des attaques libérales, les jeunes se sont bien souvent trouvés à la pointe des résistances. Malgré les tentatives de nous présenter ces offensives comme une modernité indépassable et un avenir prospère, force est de constater que notre génération ne s'est pas laissé bernier. Manifs anti-Le Pen en 2002, CPE, LRU, divers mouvements lycéens... nous avons régulièrement battu le pavé pour refuser une société où les règles auraient pour nom concurrence, précarité et injustice. L'augmentation de 30% en 2009 du nombre de chômeurs de moins de 30 ans ne devrait pas apaiser la colère. Dans le domaine de l'éducation, il ne s'est pas passé une année sans que l'on connaisse des mobilisations dans les lycées face aux suppressions de postes, à l'autonomisation des établissements ou encore pour sauver un camarade de classe menacé d'expulsion. Les universités ont également

été un lieu de batailles important. Deux mouvements successifs ont mobilisé les étudiants face à des réformes qui visent à soumettre le savoir aux intérêts marchands et à créer des pôles d'excellence pour une élite, tandis que la majorité des jeunes devrait se tourner vers des formations menant à des emplois précaires. La mobilisation massive de jeunes dans les manifestations pour la paix et contre les occupations (contre la guerre en Afghanistan, en Irak, en Palestine) est un signe positif.

Des mouvements similaires ont eu lieu partout en Europe : Allemagne, Espagne, Grèce, Italie sans qu'il y ait eu de connexions entre eux. Derrière toutes ces luttes, les mêmes logiques sont à l'oeuvre : celles d'une Europe qui reconfigure l'enseignement supérieur au service des besoins immédiats des entreprises. Ces différents combats en Europe ne concernent pas seulement l'éducation et traduisent aussi une préoccupation concernant l'emploi. La précarité, les bas salaires, la difficulté pour se trouver un logement et quitter le domicile familial: autant de préoccupations qui concernent tous les jeunes Européens. Les « milleuristes », comme « la génération des 700 », se sont battus pour obtenir un salaire décent lorsqu'ils travaillent ou étudient. Les mobilisations dépassent parfois la question de la précarité pour toucher à celle du racisme, des discriminations et des violences policières subies au quotidien. Les révoltes de novembre 2005 ou les émeutes en Grèce l'an dernier traduisent ce sentiment d'être négligé et assigné à des identités et des territoires. Pourtant, construire un mouvement à l'échelle européenne reste difficile comme le prouvent les mouvements contre les traités européens et les mouvements contre les directives européennes, notamment agricoles. Plutôt qu'un mouvement monolithique et cohérent, on a assisté à une myriade de mouvements nationaux : France, Irlande, Pays-Bas... Les capitalistes ont donc pu s'adapter pour faire passer la pilule différemment dans chaque pays récalcitrant. Si les victoires que nous avons obtenues ne sont pas négligeables, ces mouvements ont mis en avant notre difficulté à faire vivre nos luttes de l'échelle nationale à l'échelle européenne. Malgré ce manque de liant, il est indéniable que les jeunes de chaque pays une fois mobilisés faisaient référence à leurs homologues européens. Le mouvement CPE de 2006 a eu un écho très fort auprès des autres jeunes européens et a pu devenir une référence de mobilisation, notamment en Grèce. De même, les quelques rassemblements au niveau européen qui ont eu lieu ont eu un succès en raison de la présence massive de jeunes, preuve que le sentiment de subir les mêmes logiques est plus fort pour notre génération que pour les précédentes.